

RABOTIN, Maurice, *Le vocabulaire politique et socio-ethnique à Montréal de 1839 à 1842*. Montréal, Paris et Bruxelles, Marcel Didier Ltée, 1975. 122 p. \$4.00.

Jean-Paul Bernard

Volume 32, numéro 2, septembre 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303702ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303702ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-P. (1978). Compte rendu de [RABOTIN, Maurice, *Le vocabulaire politique et socio-ethnique à Montréal de 1839 à 1842*. Montréal, Paris et Bruxelles, Marcel Didier Ltée, 1975. 122 p. \$4.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32(2), 270–272. <https://doi.org/10.7202/303702ar>

RABOTIN, Maurice, *Le vocabulaire politique et socio-ethnique à Montréal de 1839 à 1842*, Montréal, Paris et Bruxelles, Marcel Didier Ltée, 1975, 122 pages. \$4.00

J'avais lu avec grand profit l'important ouvrage de Jean Dubois, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872* et, en ouvrant le livre de Maurice Rabotin, j'avais remarqué, en exergue, une citation de Dubois qui affirme que «la langue reflète le caractère spécifique de l'histoire d'un peuple». La ressemblance de la forme des titres, le renvoi..., et voilà que je me suis imaginé pouvoir trouver dans le petit livre de Rabotin quelque chose d'analogue à ce qui m'avait fait apprécier Dubois. Déception. Un ins-

tant, j'ai été tenté d'expliquer en quoi, au-delà des apparences, *Le vocabulaire politique et socio-ethnique à Montréal...* a peu en commun avec l'œuvre de Dubois. Mais je me suis ravisé et je me suis dit qu'il valait mieux m'en tenir de façon classique à l'œuvre à recenser elle-même.

L'intention de l'auteur paraît nettement déclarée. Il écrit :

Nous n'avons pas étudié la situation politique, sociale et économique des Canadiens français de 1839 à 1842 pour ensuite rechercher ce qui dans le vocabulaire correspondait à cette situation. Nous avons suivi le chemin inverse: chercher ce qui dans le vocabulaire pouvait donner une idée de la situation des Canadiens français.

Pourtant le préfacier, Laurier-L. Lapierre, semble avoir vu les choses un peu autrement puisqu'il écrit de l'auteur que «son intention était de découvrir dans quelle mesure la situation des Canadiens français à l'époque de l'Union se refléta dans son (sic) vocabulaire politique et social». La nuance est de taille. De fait, Rabotin dit bien le sens de son entreprise et le lecteur aurait tort d'y chercher une véritable étude des rapports entre la situation et les usages linguistiques des Canadiens français. L'auteur cite Mason Wade et il a consulté Chapais, Groulx et Ouellet. Mais il ignore Maurice Séguin et Jacques Monet, dont le livre *The Last Cannon Shot* aurait pu être pour lui le mieux indiqué pour se familiariser avec la période. Pour ce qui est de Fernand Ouellet, Rabotin ne semble pas avoir vu que l'une de ses thèses essentielles est qu'il faut aller au-delà des mots...

L'auteur a choisi comme corpus quatre journaux montréalais de la période de transition entre le Rapport Durham et les débuts du régime de l'Union (février 1839-septembre 1842). Je laisse ici de côté la question de savoir si l'on peut passer du vocabulaire de quatre journaux, et d'une demi-douzaine de journalistes, au *vocabulaire... à Montréal* et à «une idée de la situation des Canadiens français». Mais il faut remarquer que la composition de ce corpus même souffre de disproportions dont l'auteur ne tient pas compte dans ses conclusions: *l'Aurore des Canadas*, de tendance modérée et *l'Ami du peuple, de l'Ordre et des Lois*, de tendance franchement conservatrice, constituent les cinq sixièmes des textes que l'auteur a analysés.

Modeste, Rabotin nous dit que sa manière de «lire» ces textes est «intuitive» et «empirique» et qu'il veut éviter les mots «savants» et les considérations «pseudo-scientifiques». Mais sa modestie le quitte quand il écrit avec fierté, et avec une certaine naïveté, qu'il a lu «près de quinze millions de mots». Comme s'il y avait là quelque chose d'extraordinaire!

Quels sont les fruits de cette lecture? Des citations qui permettent de voir les mots-clés dans les différents contextes de leur emploi; et un index d'environ cent cinquante vocables, la partie qui à mon sens est la plus utile de l'ouvrage. On apprend, ou plutôt on voit confirmé, par exemple, que le

mot « Canadien » ne désigne que les Canadiens français; que l'opposition « peuple » ou « masse » à « gouvernement » ou à « administration » renvoie la plupart du temps, de façon explicite ou implicite, à Canadiens d'une part et à Anglais d'autre part; que l'épithète « national » est utilisée de façon restrictive et laudative pour le Canada français et qu'elle est synonyme de « patriotique »; qu'on parle de « nationalité » canadienne et de « nations », anglaise ou française; que si « concitoyens » et « co-sujets » désignent les anglophones du Canada, « compatriotes » est réservé aux Canadiens français.

De façon plus générale Rabotin en arrive à quelques conclusions dont le mérite principal n'est sûrement pas leur caractère de nouveauté. Retenons que son étude lui permet d'écrire que l'opposition fondamentale du vocabulaire politique et socio-ethnique est celle des adjectifs de nationalité et que cette opposition correspond à « l'antagonisme entre les deux races » que Durham avait souligné; que les termes du lexique politique sont liés à l'opposition ethnique et que celle-ci constitue en grande partie la base d'opposition des partis politiques; que les Canadiens estiment que le Canada est leur « pays », alors que, pour les « Anglais », ce n'est qu'une « terre conquise », une « colonie ».

Mais, sur un autre plan, Rabotin termine en soulignant qu'avec le rapprochement des « réformistes » du Bas-Canada et du Haut-Canada, « une ère nouvelle s'amorce », dès la fin de 1841. Citant J.-G. Barthe, de *Aurore des Canadas*, qui écrit: « j'ai compris que nous étions tous frères, que nous avions tous la même patrie, par conséquent des affections communes, des intérêts communs, un même but, celui de s'aimer et de s'entendre pour être heureux », il croit trouver dans le vocabulaire de réconciliation une traduction d'un changement de situation. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Mais historiens et linguistiques auraient à dépasser les premières évidences.

Département d'histoire
UQAM

JEAN-PAUL BERNARD